Assemblée Générale de la CEC

Montpellier, 31 octobre, 1 et 2 novembre 1999
(version PS)

A/ Présentation des associations.

- **CONTACT (Montpellier)**
  Sur l'université : 800 à 1000 doctorants scientifiques. CONTACT : 60 adhérents, 20 actifs, emploie 2 CDI. Porte-parole : Fabien Granier
  5 groupes de travail :
  - Communication. Un site web, et un journal trimestriel tiré à 600 exemplaires.
  - Politique étudiante. Réunit les élus des conseils centraux de l'université, les contacts avec la Présidence, etc.
  - Insertion professionnelle. Groupe composé de 2 cellules : la Syn'Act aide à la dynamique de groupe, à la recherche d'emplois et au démarchage d'entreprises et ADOCAM, qui publie un recueil d'environ 80 mini-CV de doctorants et jeunes docteurs sur papier et serveur web. Ces CV ont donné lieu à un entretien dans 50% des cas, et à une embauche dans 33% des cas. Un annuaire des anciens des écoles doctorales sur 5 ans après leur soutenance est actuellement en préparation.
  - Formation parallèle. A permis la création d'un module de 40 h de formation en économie-gestion, que les doctorants peuvent suivre au cours de leur thèse.
  - Relations avec le second cycle.
- **ADUTM (Toulouse-Le Mirail)**
  60 adhérents (dont des DEA) dont 5 actifs. Les effectifs de l'association sont en baisse, ce qui a conduit à un fonctionnement au coup par coup.
  Porte-parole : Pierre Purseigle.
  Les thèmes de discussion actuellement abordés dans l'association sont :
  - le statut des ATER, détachement par le rectorat des agrégés ayant obtenu un poste d'ATER.
  - la participation à la mission Cohen Le Déaut (avec le CDT)
  - le colloque à l'INSA Toulouse en mars 1999 sur la professionnalisation, le rôle de la thèse, et les rapports entre chercheurs et ingénieurs
  - l'application de la charte des thèses aux sciences humaines et sociales
- **ASEC (St Etienne)**
  Cette association souffre d'une grande perte d'effectifs qui l'empêche de fonctionner correctement. A relancer d'urgence !
  Porte-parole : Joëlle Chiche.
  Les activités de l'association ont porté sur :
  - la mise en place de la charte de thèses, avec participation des élus étudiants au Conseil Scientifique.
  - la participation au colloque "rencontre associations / entreprises" de Lyon.
- **ADOCS (La Rochelle)**
  Sur l'université : 110 doctorants en sciences (majoritaires) et en lettres. ADOCS : 40 adhérents dont 10 actifs.
  Porte-parole : Christophe St Jean.
  L'association a 6 élus au Conseil d'Administration et au Conseil Scientifique de l'Université. Elle

propose des formations à la recherche d'emplois et des formations en Anglais. Le gros projet concernant l'année à venir est la réalisation d'un festival de courts-métrages scientifiques, réalisés par les doctorants.

- **ADSL (Lyon)**
  80 adhérents (en baisse) dont 4 actifs.
  Porte-parole : Eric Simon.
  L'association a 3 élus au CS et comprend 3 groupes de travail :
  - Relations doctorants/entreprises : organisation de 4 tables rondes chaque année, 4 visites d'entreprises organisées l'année précédente ;
  - Journée des thèses : présentation des 3èmes cycles aux 2nds cycles ;
  - New : organisation du site web et gestion de la mailing list ;

  Les projets concernent l'application de la Charte des thèses avec une enquête sur les conditions de déroulement des thèses lyonnaises, par web, et la participation au colloque 2000, qui aura lieu en février 2000. Ce colloque permettra aux laboratoires et aux doctorants d'exposer leurs recherches aux entreprises qui seront présentes. On attend 300 doctorants et environs 1000 entreprises.
- **ADDOC (Paris-Sud)**
  Sur l'université : 2000 doctorants en UFR de sciences, et 2500 doctorants en tout, sur 4 campus.
  ADDOC : 50 adhérents, 5 actifs, en hausse.
  Porte-parole : Guillaume Bonello.
  L'association maintient un site web et a publié un numéro de son journal l'année dernière (2000 tirages). Elle dispose d'élus dans les Conseils Centraux de l'Université d'Orsay (Conseil d'Administration, Conseil Scientifique), dans le Conseil de la Division de la Recherche, à la Commission des Thèses et au Bureau de la Présidence. Les principales activités de l'année précédente ont été :
  - l'insertion d'une feuille de présentation et d'un questionnaire sur les conditions de déroulement de la thèse dans les dossiers d'inscription ;
  - la participation à la mission Cohen Le Déaut, lors de la visite des 2 Députés, en juin à Orsay ;
  - la participation au mouvement contre l'abandon du projet SOLEIL, à la demande des doctorants du LURE ;
  - la participation au mouvement contre l'engagement de confidentialité mis en place à la rentrée 99 par Paris 6 ;
  - la participation à la création d'un observatoire des thèses sur l'université d'Orsay, dont la mission est le suivi des jeunes docteurs après leur soutenance.
- **CDT (Toulouse)**
  80 adhérents dont 10 actifs.
  Porte-parole : Cyril Imbert.
  Lors de l'année précédente, l'association a pu :
  - participer à la mission Cohen Le Déaut lors du passage des 2 Députés à Toulouse ; 9 propositions concrètes ont été faites, présentées sous forme de 2 textes ;
  - rééditer pour la troisième fois les petits-déjeuners de rencontre entre industriels et doctorants ;
  - rédiger une lettre de demande d 'explications concernant les modalités de recrutement d'un ATER.

  Les projets pour l'année à venir concernent le suivi du rapport Cohen Le Déaut, celui de l'application de la charte des thèses, encore très peu signée, et la préparation du 4ème petit déjeuner doctorants/industriels.
- **AFODIB (Bordeaux)**

60 adhérents, peu d'actifs.
Porte-parole : Emmanuel Godard
Du fait du manque d'actifs, l'association a du mal à maintenir ses activités :

- l'accueil des nouveaux doctorants et DEA ;
- le serveur web, avec annonces d'emplois et de formations, les informations sur ce qui concerne le supérieur et la publication des CV des doctorants et jeunes docteurs.

- **Association Jacques Binet (Rennes)**
  23 adhérents (doctorants et DEA), mathématiciens, 5 actifs.
  Porte-parole : Eric Dumas.
  Les activités de l'association ont été, au cours de l'année précédente :
  - l'organisation de séminaires " récréatifs " en math ;
  - le maintien d'un site web, contenant des "fiches pratiques";
  - une action des représentants étudiants successifs auprès des Conseils Centraux pour obtenir une refonte de la charte des thèses adoptée en février 99. Celle-ci ne reprenant pas entièrement les dispositions prévues par la charte ministérielle, elle serait donc non-réglementaire ;
  - la reprise en main de l'annuaire des étudiants et anciens étudiants du 3eme cycle de mathématiques de Rennes ;
  - l'accueil des nouveaux (DEA et premières années de thèse).

  Eric termine en indiquant que les actions restent surtout locales. L'association essaie de transmettre les informations en provenance de la CEC, mais signale qu'il y a peu de retour.
- **La Pléiade-Unilim (Limoges)**
  Crée en mars 1998, 100 adhérents (sur 500 doctorants), pluridisciplinaire (80% de sciences "dures", 20% sciences humaines et droit). 8 ou 9 actifs.
  Porte-parole : Bernard Dussoubs.
  L'association traverse actuellement une période difficile de renouvellement d'une partie de ses effectifs, il n'y a donc pas eu d'action depuis 6 mois. Les projets pour l'année à venir consistent en :
  - une participation à l'organisation des 2e doctoriales du Limousin ;
  - la participation au conseil de l'école doctorale via des élus étudiants ;
  - une réflexion pour résoudre le problème de la réinscription en 4e année si la soutenance à lieu entre le 1er novembre et le 31 décembre de l'année en cours ;
  - généraliser les formations en management, etc. incluses en tant que formation complémentaire facultative dans programme de la thèse et motiver les doctorants pour qu'ils y participent.
- **APIDOC (Caen)**
  100-120 adhérents, 20 actifs, pluridisciplinaire (surtout sciences et droit, quelques littéraires).
  Porte-parole : Vincent Merlin.
  L'association va rencontrer un gros problème de renouvellement des effectifs. Il a cependant été possible de :
  - réaliser une plaquette de présentation des doctorants destinée aux entreprises ;
  - ré-éditer le guide du doctorant ;
  - présenter et expliquer aux DEA et maîtrises ce qu'est une thèse et comment elle se déroule au quotidien ;
  - se prononcer sur les sujets d'actualité : réforme des ATER, opposition sciences dures / sciences molles, notamment dans l'application de la charte des thèses.
- **Les adhérents venus à titre personnel**
  - Olivier Mazet : ex-CDT, futur ADSL, coordinateur

- Stéphane Lavignac : ex-ADDOC, coordinateur ; procurations pour Joël Marchand ;
- Michael Gutnic : ex-ADDOC, coordinateur,
- procuration de Renée Boubour pour Bernard Dussoubs.

B/ Bilan moral

1/ Adhésions

La CEC compte 23 associations adhérentes en 98/99 contre 28 en 97/98 et 13 adhérents individuels contre 16.

2/ Actions menées en 1998/99

- **La charte des thèses**
  Suite à l'arrêté ministériel du 3 septembre 1998, toutes les universités doivent se doter d'une charte des thèses avant le 31 décembre 1998. Chaque Université doit rédiger sa charte a partir de la charte modèle donnée en annexe de l'arrêté; elle a toute latitude pour la "précis[er] et complét[er] (...) dans le respect des principes qu'elle fixe", selon les termes de l'arrêté. Chaque charte est donc propre à l'université qui l'applique. Un site web a été créé autours de la charte des thèses par la GDD (Guilde Des Doctorants) et la CEC, pour faire une synthèse et une comparaison entre les textes. Ce site est consultable à l'adresse : http://garp.univ-bpclermont.fr/CdT
  Un appel a donc été lancé pour centraliser les différentes chartes. Cet appel a été suivi d'une première vague de retours, qui s'est calmée après quelques mois. Les retours sont actuellement en cours de reprise. Dans la foulée de l'arrêté ministériel, le ministère a créé sa propre page sur son serveur, page qui semble peu claire. Cette page est consultable à l'adresse suivante : http://www.recherche.gouv.fr/recherche/formation/msu.htm
  Lors d'une rencontre avec Anne Giami (Sous-direction de la recherche et des études doctorales), adjointe à Maurice Garden (Directeur adjoint pour la recherche universitaire et les études doctorales) , la GDD a émis des idées pour améliorer la mise à disposition de l'information "on-line". De plus, Anne Giami a accepté de nous faire passer tous les textes des chartes de thèse adoptées dans les universités nouvellement contractualisées pour que nous les mettions sur le site "Charte des Thèses". Cela nous permettra d'établir un "classement" commenté de ces chartes permettant une comparaison directes des conditions de déroulement des thèses dans les différentes universités
- **Réforme du statut des ATER**
  Début 1999, le ministère a entrepris une réforme du statut des ATER, afin de mettre un terme à certaines dérives (comme la généralisation du demi-ATER par exemple) et de répondre à certaines exigences de la situation actuelle de ce statut particulier. Cependant, cette réforme n'a pas dépassé le stade de projet, qui a été retiré devant un mécontentement général des différents syndicats, tant de permanents que d'usagers, et repoussé sine die. La CEC avait entamé une réflexion sur ce problème dès l'annonce du projet, et était sur le point de la finaliser par des propositions concrètes lorsque le projet a été suspendu.
- **Réforme du statut des PRAG**
  Les PRAG sont des professeurs agrégés affectés dans le supérieur. Un projet de réforme a là aussi été proposé par le ministère, visant à donner aux PRAG préparant une thèse la possibilité d'une décharge de service (de 384 à 196 heures équivalent TD par an). Pour mémoire, la position de la CEC vis-à-vis des postes de PRAG est visible en :

http://garp.univ-bpclermont.fr/cec/positions/prags/texte.prags.html.

- **Détachement des titulaires d'un concours de l'Education Nationale**
  Au moment de l'AG, le problème des détachements des titulaires d'un concours de l'Education Nationale (CAPES ou Agrégation) recrutés dans le cadre de la formation doctorale sur des postes d'allocataires de recherche ou d'ATER était le suivant : dans certaines disciplines, l'obtention du CAPES ou de l'Agrégation est considérée comme un critère d'excellence nécessaire pour une poursuite d'étude en thèse (pour l'obtention d'un financement, mais aussi pour le recrutement MCF). Les doctorants titulaires de ces concours sont intégrés de facto à l'enseignement secondaire et sont mis à la disposition de leur Rectorat d'affectation. Ils doivent demander un détachement pour pouvoir prendre leurs fonctions d'allocataires ou d'ATER à l'Université. Or, le détachement est à l'appréciation du Rectorat, libre de l'accorder ou non en fonction de ses besoins. En cas de refus de détachement, cas fréquent dans les académies déficitaires où sont nommés les jeunes enseignants du secondaire, les doctorants doivent obligatoirement prendre leurs fonctions dans le secondaire, et ne peuvent être installés dans leurs fonctions d'allocataires ou d'ATER pour lesquelles une commission universitaire compétente les avait recrutés.
  Par ailleurs, et d'après les règles de mutation 1999, les doctorants devaient faire parvenir à leur rectorat d'affectation une demande de détachement bien avant la date de leur recrutement à l'université en tant qu'ATER ou allocataire. Face à cette incohérence de calendrier, certains doctorants fonctionnaires préféraient ne pas participer au mouvement, au risque de se retrouver un an sans salaire et sans financement de thèse, s'ils n'étaient finalement pas recrutés à l'Université.
  La CEC a agi face à ce problème en envoyant une lettre au ministère. Le document est consultable à l'adresse :
  http://garp.univ-bpclermont.fr/cec/positions/detachement-agreges/agreges.html
  Les nouvelles règles de mutations et d'affectation dans le secondaire ont été modifiées pour tenir compte des spécificités des étudiants-chercheurs, bien qu'il reste encore des points à améliorer.
- **Demande d'un collège spécifique aux étudiants-chercheurs au CNESER**
  Le CNESER est composé de 4 collèges, celui des professeurs, celui des MdC, moniteurs, ATER, celui des bibliothécaires et celui des usagers. Les étudiants-chercheurs sont donc représentés soit en tant qu'usagers, à travers les grandes centrales étudiantes, soit en tant que permanents par les moniteurs et ATER. Pour que la spécificité des étudiants-chercheurs soit prise en compte, la CEC demande la création d'un collège qui leur soit propre. Cette demande a toujours été refusée par le ministère et l'est encore. Aux dernières élections dans le collège B (11/98), la CEC a appelé les membres de ce collège qui partagent ses idées à déposer dans les urnes un bulletin de vote portant la mention "pour un collège spécifique étudiants-chercheurs". Au vu des résultats, ces bulletins représentaient la moitié du nombre de voix nécessaires à l'obtention d'un siège, et dans certaines composantes, une nette majorité. Vous pouvez consulter le bilan de l'opération "CNESER 98" à l'adresse suivante :
  http://garp.univ-bpclermont.fr/cec/cneser98/.
  La CEC est néanmoins reconnue comme interlocuteur valable puisqu'un statut de "personne qualifiée" a été accordé à l'un de ses membres.
- **Mission Cohen Le Déaut**
  Il a été possible de rencontrer les députés lors de leurs passages dans les universités, notamment à Orsay (ADDOC), Caen (APIDoC), Toulouse (CDT et ADUTM) et Lyon (ADSL). Lors de ces rencontres, des propositions ont été formulées par les associations locales, dans la ligne de la CEC. Lors du passage des députés à Toulouse, un texte commun au CDT et à l'ADUTM leur a été remis, ainsi qu'un texte de l'ADUTM plus spécifique au problème des Sciences Humaines et Sociales. La CEC et certaines de ces associations membres (ADDOC, APIDoC, ASEC, Jacques Binet) étaient en outre présentes lors du colloque de clôture organise le 26 juin 1999 à la

Sorbonne. Leurs représentants sont intervenus dans les différents ateliers du colloque, et la CEC a remis aux deux députés une lettre de propositions en vue d'améliorer l'autonomie des jeunes chercheurs. Notons aussi que Pascal Degiovanni est intervenu lors de table ronde sur l'autonomie des jeunes chercheurs le 9 juin à l'Assemblée nationale.Lors de la sortie du rapport, il a été remarqué que toutes les propositions de la CEC avaient été reprises dans les 60 propositions finales du rapport soumis au Ministre.

  - le rapport Cohen Le Déaut ;
  - une lettre adressée aux députés par le CDT et l'ADUTM ;
  - le compte-rendu de Pascal Degiovani sur l'audition publique "Jeunes chercheurs" du 9 juin 1999 à l'Assemblée Nationale (format HTML) ;
    un ensemble de propositions envoyées par la CEC à la mission parlementaire (à la date du 26 juin 1999)

- **Divers**
  Dans les actions diverses, il faut inclure :
  - la coopération avec l'Intersyndicale de la Recherche lors des mouvements de l'hiver 98-99 contre la réforme du CNRS,
  - la proposition de l'ABG pour la création d'une association des Ecoles Doctorales (avec la participation prévue de la CEC et de plusieurs associations de la CEC au premier colloque national sur les Ecoles Doctorales, les 10 et 11 février 2000 a Marseille),
  - la participation prévue de la CEC au Salon de l'Etudiant qui se tiendra à Paris du 24 au 28 novembre 1999, et au Colloque Lyon 2000,
  - le projet de création d'une plaquette de présentation du doctorant commune à la GDD, à l'ABG (Association Bernard Gregory, inserion professionnelle des jeunes docteurs), à l'ANDES (Association Nationale des Docteurs Es Sciences, répertorie les financements de thèse) et à la CEC.

  Une action est toujours en cours auprès du MEDEF pour obtenir une meilleure valorisation de la thèse (bac+5+3ans d'expérience) dans le cadre des renégociations des conventions collectives.

3/ Fonctionnement de la CEC

Les bons points ont été les nombreux contacts avec les syndicats, le ministère et des débuts de contacts dans différents partis politiques (PS, UDF). La CEC n'en reste pas moins une association apolitique. Néanmoins, des problèmes de fonctionnement ont été remarqués au niveau du secrétariat électronique, de la cellule web qui a fonctionné très bien quand elle a fonctionné (mais elle n'a pas fonctionné tout le temps d'ou un certain retard dans la mise à jour du site, des annuaires, des bilans des assocs, etc) et des listes (problèmes lors des votes, pas de remontée au niveau national des actions locales, peu d'activité sur les listes de débat). Par ailleurs, la mauvaise gestion des horaires des débats lors du CA de juin et la sortie tardive du compte-rendu sont regrettables.
Il faut noter, qu'il existe toujours une certaine distance entre les implications locales et nationales des associations de doctorants adhérentes à la CEC ou extérieures. Afin d'éviter le risque de fracture avec la base et d'occulter les besoins réels des doctorants, nous nous devons toujours et encore de porter un intérêt tout particulier à la communication au sein de la communauté des étudiants-chercheurs.

4/ Bilan financier.

- Avoir +8881,37 FF
- cotisations +5000 FF

- -1238,69 FF
- Péréquations
  - AG Toulouse +3509 FF
  - CA Rennes +2974 FF
  - CA Paris +1717 FF
  - AG Toulouse -3509 FF
  - CA Rennes -3465 FF
  - CA Paris -2524 FF

  TOTAL -1298 FF

Divers

- Cahier de comptes -221.75 FF
- PV de l'AG au JO -169 FF
- Courrier (dont envois CNESER) -176,70 FF
- Pot du CA de Paris -605,25 FF
- TOTAL -1172.70 FF

Déplacements

- Pi-Net -1719 FF
- TOTAL -1719 FF

Subventions (hors péréquation) AG Toulouse +1944,30 FF (TOTAL +1944,30 FF)
Dons +2550 FF
Intérêts épargne 98 +111,02 FF
Totaux +18486,69 FF -5428,39 FF

Nouvel avoir +13058,30 FF

Commentaires sur le bilan financier

- Les dons comprennent 1000 F destinés à l'achat d'un disque dur pour gargamel. Cet achat n'a toujours pas été effectué.
- Le virement de la cotisation à Pi-Net a coûté 360 F suite à une erreur de la banque qui a facturé 2 fois le coût du virement (180 F). Les protestations de Claude ont été vaines.
- 2 cotisations pour l'année 1998/1999 sont comprises dans l'avoir d'octobre 1998.
- Sur les 13058,30 F d'avoir, 10111,02 sont placés sur le compte épargne (contre 5000 en octobre 1998). Il reste donc au jour de l'AG 2947,28 F sur le compte courant.
- Une facture a été reçue de l'Intersyndicale de la Recherche, comprenant 2 déjeuners de presse en 1996 et une participation à la sono de la manif.
- Les péréquations des 2 CA sont déficitaires. Cela correspond à la décision du CA de Rennes de faire payer la CEC pour les péréquations des coordinateurs et des membres du bureau, en sus des 2 représentants autorisés par association. Cette décision avait été prise dans le but de ne pas pénaliser financièrement les associations qui fournissent beaucoup de personnes actives.

C/ Compte rendu des débats

1/ Rapport Cohen le Deaut,

Pierre Purseigle de l'ADUTM a résumé les conclusions du rapport Cohen le Déaut qui reprend les revendications de la CEC. La question posée est celle du suivi de ce rapport, qui contient 60 propositions concrètes dont 12 concernant directement les doctorants et les écoles doctorales :

- Renforcer les écoles doctorales et leur confier le suivi des docteurs et des post-docs;
- Faire respecter la Charte de Thèses;
- Garantir la protection sociale des étudiants;
- Uniformiser les financements et les bourses de thèse, et redonner aux EPIC la possibilité de financer des thèses dans le cadre des activités de recherche;
- Alléger, moderniser et rendre plus transparentes les procédures de recrutement;
- Ouvrir à un plus grand nombre de doctorants la possibilité d'enseigner en premier cycle;
- Donner aux doctorants la possibilité d'acquérir une expérience en entreprise;
- Revenir à un recrutement précoce et inciter les jeunes docteurs à un séjour post-doctoral à l'étranger après leur recrutement;
- Permettre l'accès des docteurs aux carrières administratives, aux corps de l'état et dans les entreprises;
- Reconnaître dans les échelles de qualification le niveau de docteur, valoriser ce niveau par une rémunération correspondante et l'intégrer dans les conventions collectives;
- Adopter d'une loi de programmation de la recherche sur l'emploi scientifique;
- Prendre en compte l'ancienneté des post-docs pour leur reclassement indiciaire dans le corps de Maîtres de Conférences.

Claude Allègre a déclaré, dans un entretien au Monde daté du 22 septembre 1999, son accord avec 58 des 60 propositions de ce rapport, les 2 qu'il rejette étant :

- la possibilité, pour les jeunes docteurs, d'effectuer un séjour à l'étranger après leur recrutement;
- la mise en place d'une loi de programmation sur l'emploi dans la Recherche.

Au cours de ce débat la CEC a adopté la position suivante : rédaction d'une lettre en réponse au ministre, lui demandant d'appliquer les mesures pour lesquelles il a donné son accord tout en argumentant fortement pour qu'il accepte les 2 dernières propositions du rapport. Une version plus courte de cette lettre sera destinée à la presse (éventuellement Le Monde).

2/ Les ATER

Le statut actuel
Le statut actuel comporte 2 contrats types :

1. un contrat d'une durée de 3 ans renouvelable 1 an pour les fonctionnaires de catégorie A en attente d'un concours, les étrangers titulaires d'un doctorat en attente de concourir ;
2. un autre contrat, d'une durée de 1 an renouvelable 1 an pour les allocataires de recherche, les anciens moniteurs et les titulaires d'un doctorat depuis moins de 1 an ou en attente de concourir sur un poste et les doctorants soutenant dans l'année (avec attestation de leur directeur de thèse).

Le premier type de contrat est courant dans les disciplines où l'Agrégation est considérée comme diplôme d'excellence. Le deuxième contrat est celui qui est le plus couramment proposé. Il ne comporte aucune limite d'âge (sauf pour les anciens moniteurs : il faut avoir moins de 33 ans). Le temps partiel (supérieur a 50% du temps plein) est autorisé, le salaire d'un ATER à mi-temps représentant 63% du salaire d'un ATER à temps plein (environ 6700 - 6800 F). Les ATER sont recrutés par les Commissions de Spécialistes, comme les MdC.

Le projet de réforme

Voici un bref exposé du projet ministériel. La réforme ne visait que le deuxième type de contrat, et entendait ramener les différentes catégories de postulants à 2 seulement :

- les titulaires d'un doctorat depuis moins de 1 an (service national et congés de maternité sont pris en compte) sauf dans le cas d'un post-doc à l'étranger
- les doctorants ayant l'attestation de leur directeur de thèse comme quoi ils soutiendront dans l'année en cours.

Pour la première catégorie (les docteurs), le service était de 192h eq TD, le temps partiel n'était pas autorisé, mais le contrat pouvait être renouvelé 1 an. Pour la deuxième catégorie, le service était de 96h eq TD, le temps partiel n'était pas autorisé, le contrat n'était pas reconductible (on ne pouvait pas être ATER doctorant deux années de suite).
Ce projet de réforme a été enterré devant les réactions qu'il a soulevées et avant que la CEC ne finalise sa réflexion. Cependant, elle était arrivé à certaines propositions soutenues par une majorité, et le but du débat est de donner une version finalisée de ces propositions.

La discussion

Tout d'abord, les points qui ont fait l'objet d'un consensus:

- un seul contrat ATER doctorant/ATER docteur, pour éviter les problèmes juridiques lies à l'impossibilité de bénéficier de deux contrats successifs dans la fonction publique [note postérieure à l'AG : cette règle pose tellement de problèmes qui vont bien au-delà du cas des ATER que le risque qu'elle soit un jour appliquée semble bien faible].
- charge horaire de 96 heures équivalent TD pour les deux types d'ATER; salaire de moniteur pour les ATER doctorants, salaire de Maître de Conférences 1er échelon pour les ATER docteurs.
- pas de possibilité de temps partiel (c'est à dire moins de 96 heures).
- tous les ATER devraient avoir accès aux formations du CIES.
- il devrait y avoir une publication nationale des postes.

Les 3 premiers points ont été votes comme principes dont les positions futures de la CEC devront s'inspirer.
Il reste ensuite un bon nombre de points de débat qui ne font pas l'unanimité, comme par exemple:

- la rémunération des ATER en fonction de leur statut "docteur" ou "doctorant") ;
- la charge d'enseignement ;
- la durée totale du contrat.

Sur ces trois points, un certain nombre de propositions et d'arguments contradictoires, qui sont rapportés ci-dessous, ont été émis au cours du débat. Ces propositions n'étant pas consensuelles, aucune d'entre elles n'a fait l'objet d'une décision de l'Assemblee Generale.
Certains ont notamment proposé que docteurs et doctorants ne reçoivent pas la même rémunération, les

doctorants étant indexés sur les moniteurs et les docteurs sur les MCF débutants. La justification en était que le doctorant passe beaucoup de temps à rédiger sa thèse et est donc moins productif que le docteur du point de vue de la recherche. Par ailleurs, le docteur ayant soutenu sa thèse, la différence de rémunération est une reconnaissance du titre. Pour d'autres, néanmoins, cela induirait 2 rémunérations pour un travail identique.
Certains ont proposé que la charge d'enseignement soit moindre pour les doctorants que pour les docteurs, ce qui justifierait une partie de la différence de rémunération. D'autres ont objecté que si un doctorant passe beaucoup de temps à rédiger sa thèse, un docteur passe beaucoup de temps à se trouver un emploi. Par ailleurs, il semble peu probable que l'état accepte de payer 100% de son salaire à une personne ne faisant qu'un demi-service.
Enfin, pour certains, la durée du contrat d'ATER pourrait ne pas excéder 2 ans en tout, pour limiter le temps de précarité après la soutenance. Mais dans certaines disciplines, font remarquer d'autres, le contrat d'ATER fait office de financement pour la fin de la thèse et 2 ans ne suffisent pas à la terminer et à trouver un poste. De plus rien n'interdit à un doctorant de postuler pour un poste d'ATER docteur après sa soutenance, obtenant ainsi un contrat sur trois ans.

Ces questions n'ont pas obtenu de réponse lors du débat, qui continue sous sa version électronique, dans le groupe de travail adéquat.

3/ Protection sociale des étudiants chercheurs

"Les étudiants ont tous le même état mais pas le même statut", phrase tirée d'une circulaire du ministère concernant la protection sociale des doctorants. Si les doctorants sont tous dans le même état, les statuts sont multiples. Circulaire du 13/09/99 disponible pour consultation à l'adresse :
http://garp.univ-bpclermont.fr/guilde/Textes/Statuec/c13-9-99.html

Pour les doctorants financés par contrat la thèse est assimilée à un CDD de trois ans. Pour les autres (boursiers ou non-financés), le problème de la couverture sociale en cas d'accident, de maladie ou congé de maternité se pose. Lorsque cette question a été adressée au ministère, celui-ci a répondu en rappelant les conditions dans lesquelles s'applique la couverture sociale, le situations à risques et les mesures à prendre, mais n'a pas apporté de solution.

Les situations floues :

- début de thèse, entre le moment où commencent les expériences et celui de l'inscription : le doctorant ne bénéficie d'aucune couverture en cas d'accident ;
- fin de thèse, si la soutenance a lieu après le mois de septembre : le doctorant ne dispose de la sécurité sociale étudiante que jusqu'au 31 août ;
- l'âge limite pour bénéficier de la sécurité sociale étudiante : 28 ou 32 ans ?
- stages à l'étranger : pour un doctorant boursier, tout stage doit être signalé au rectorat et faire l'objet d'une convention de stage entre le laboratoire et l'organisme d'accueil ; pour une durée excédant 6 mois, le doctorant doit prendre une assurance privée en cas de stage à l'étranger ;
- congé de maternité : le congé de maternité n'est pas suspensif dans un contrat à durée déterminée, ce qui signifie que pendant toute la durée du congé, la doctorante touche son salaire, qui lui est versé par la caisse d'assurance maladie, mais son contrat n'est pas rallongé de la durée du congé de maternité ; cela équivaut à une perte de plusieurs mois de financement ; cette situation peut se régler à l'amiable avec le rectorat pour qu'il reverse en fin de contrat les salaires non-perçus lors du congé de maternité ;

- les doctorants financés par contrat privé doivent cotiser à la sécurité sociale étudiante, au moins en première année et ne peuvent pas bénéficier du règlement à l'amiable avec le rectorat en cas de congé de maternité ;
- la réinscription est obligatoire pour tout doctorant soutenant sa thèse après le 1er septembre, mais cela varie selon les universités : en 1998, Limoges autorisait ses doctorants à ne pas se réinscrire si la soutenance avait lieu avant le 31 décembre de la 3ème année, en 1999, il fallait soutenir avant le mois de novembre, mais les personnes concernées ne l'ont appris qu'au mois de septembre !
- accidents du travail : si le doctorant est assuré par la sécurité sociale étudiante, la déclaration d'accident obligatoire lui garantit une assurance si des séquelles persistent ou se déclarent plus de deux ans après l'accident et lui permet de ne pas avoir à régler les frais d'hospitalisation ; mais qu'en est-il d'un accident invalidant pour une personne assurée, pour une personne non-assurée ?
- à l'issue de son contrat, le doctorant n'est plus considéré comme personnel du laboratoire et ne doit pas y être présent, sauf si le laboratoire le couvre par une assurance privée.

Les propositions de la CEC :

- définir un statut unique, aligné sur celui des allocataires MENRT ;
- réfléchir sur les problèmes de la date de soutenance, de la date d'inscription et de la période pendant laquelle le doctorant n'est pas assuré ;
- contacter Johanna Siméant (ancien membre d'une association CEC, professeur de Droit à La Rochelle) sur la possibilité de proposer un mémoire de maîtrise en droit social sur la question du statut étudiant en matière de couverture sociale ;
- autoriser le docteur a utiliser les ressources du laboratoire pendant 1 an après sa soutenance, tout en lui garantissant une assurance pour lui permettre d'assurer son avenir (postes de MCf, rédaction d'articles, recherche d'emploi ...) ;
- permettre aux doctorants non-financés d'utiliser les ressources du laboratoire et leur garantir une couverture sociale jusqu'à la fin de l'année étudiante ou jusqu'à la fin de l'année civile de sa soutenance.

Ces propositions ont été votées par l'Assemblée Générale

D/ Compte-rendu des ateliers

1/ Atelier Collège Spécifique

L'une des revendications initiales de la CEC est la reconnaissance de l'existence des étudiants-chercheurs en tant que corps social. Cela devrait se traduire par une prise en compte de cette spécificité dans les instances dirigeantes de la recherche, tant au niveau national qu'au niveau des universités. C'est pourquoi la CEC demande la création de collèges spécifiques dans ces instances, et notamment, au CNESER.
Aux dernières élections dans le collège B (11/98), la CEC a appelé les membres de ce collège qui partagent ses idées à déposer dans les urnes un bulletin de vote portant la mention "pour un collège spécifique étudiants-chercheurs". Au vu des résultats, ces bulletins représentaient la moitié du nombre de voix nécessaires à l'obtention d'un siège, et dans certaines composantes, une nette majorité.
Pour les élections de 1996, la CEC avait projeté de déposer une liste pour le collège des usagers (étudiants) mais 3 mois avant les élections, sur demande de la FAGE, une modification est portée sur les conditions de dépôt des listes pour les étudiants, avec des conditions qui éliminent d'office la CEC.

Par la suite, des rencontres ont eu lieu avec les représentants des syndicats, du ministère pour expliquer et convaincre de la nécessité d'un collège spécifique aux étudiants chercheurs. La réponse du ministère a été négative et franche, celle des syndicats mitigée.
Dans la situation actuelle, la création d'un collège spécifique semble impossible car elle nécessite une modification de la loi de 1984 sur la composition du CNESER. Cela risquerait de faire jurisprudence pour les PRAG, ce que ne désire pas le ministère. Il reste donc la possibilité de demander la création d'un sous-collège spécifique dans le collège des "utilisateurs" ou la participation aux prochaines élections qui se tiendront dans 2 ans.
L'Assemblée Générale n'envisage cependant pas d'abandonner la revendication d'un collège spécifique. La nomination de Guillaume Bonello comme Personne Qualifiée est considérée comme une reconnaissance de la CEC en tant qu'interlocuteur valable sur la question des étudiants-chercheurs mais ne constitue pas une solution satisfaisante à long terme.

2/ Atelier Suivi de la charte de Thèse

L'application la Charte de thèse n'étant pas évidente dans toutes les Universités, il apparaît nécessaire d'en vérifier la réalité. La réussite de la Charte des Thèses passe par la diffusion massive de l'information vers les étudiants et la sensibilisation de leurs encadrants. Le suivi de l'application de la Charte devant être effectué par les Ecoles Doctorales via le conseil de l'"Ecole Doctorale, il sera important que les étudiants puissent y participer. Les positions adoptées par la CEC sont les suivantes :

- La CEC se donne les moyens d'informer largement les étudiants en DEA avant l'entrée en thèse sur le pourquoi et le comment de la Charte des Thèses. Nous rédigerons un document simple pour expliquer ce qu'est la Charte, en mettant l'accent sur les problèmes encourus si elle n'est pas signée; ce document sera donné aux associations locales pour qu'elles le diffusent le plus largement possible;
- La CEC demande qu'un texte législatif émane du Ministère pour imposer la signature de la Charte par les différentes parties comme condition à l'inscription en thèse;
- La CEC s'engage à participer aux élections des conseils des Ecoles Doctorales par ses associations locales pour participer à l'évaluation de la Charte, entre autres.

3/ Atelier Sciences Humaines et Sociales (SHS) et CEC

L'application de la Charte des Thèses dans les SHS rencontre beaucoup de problèmes et de réticences. Même si administrativement ils sont rattaches à un laboratoire, dans les faits les doctorants de SHS travaillent chez eux, seuls, ne disposent pas de locaux à l'Université, pas plus que d'outils de recherche et de communication. Les encadrants, sous prétexte du faible nombre professeurs habilités à diriger des recherches dans certaines disciplines, ont souvent de nombreux doctorants sous leur responsabilité. Enfin, le nombre de doctorants non financés (ou dont la fin de thèse n'est pas financée) y est beaucoup plus élevé que dans les sciences dites dures.
Le problème vient à la fois des encadrants, qui refusent la Charte des Thèses et les conditions qu'elle leur impose, et des étudiants, qui n'en voient pas l'utilité puisqu'elle n'est pas applicable. Cet atelier a donc examiné les moyens existants qui permettraient de faire appliquer la charte et changer les mentalités.
Les moyens permettant de faire appliquer la charte sont doubles :

- assurer une répartition plus juste des financements MENRT, le rapport Cohen-Le Déaut demandant lui-même un "rééquilibrage de la distribution des allocations de recherche" ; cela

pourrait se faire par l'augmentation du nombre d'allocations, et une utilisation plus fréquente des bourses CIFFRE et contrats privés dans les disciplines qui le permettent (géographie, sociologie, etc.) ;
- faire pression sur les directeurs de thèse par la distribution des bourses en priorité aux Ecoles Doctorales les plus méritantes et par la suppression de la prime d'encadrement aux personnes ne respectant pas la charte des thèses ; l'évaluation des ED pourrait se faire sur le taux de chômage des étudiants à l'issue de leur thèse, le taux d'encadrement, le taux de financement des thèses, le taux d'abandon et la durée moyenne des thèses. Dans chaque cas, il s'agira de prendre en compte les écarts par rapport a la moyenne de la discipline (comparer les taux de financement en lettres et en physique n'aurait pas grand sens) et l'évolution positive (indispensable pour obtenir une réelle amélioration: il faut que les efforts soient payants pour les ED qui partent d'une situation difficile)

Faire changer les mentalités sera long et demandera beaucoup d'énergie pour convaincre doctorants et encadrants de la nécessité et du bien-fondé de la charte. Cela passera par des forum sur la charte des thèses, des rencontres docteurs/doctorants, des affichages, des publications ... Il s'agit plus là d'un travail sur le long terme.

4/ Atelier débouchés en Entreprises

Au mois de mai-juin, un courrier a l'attention du MEDEF et de la CGPME avait été réalisé pour demander la reconnaissance du doctorat comme un bac + 5 + 3 ans d'expérience. Cette prise de contact s'est réalisée dans le cadre des négociations sur les conventions collectives. Il n'a pas été donné de suite à cette action, si bien que les bénéfices en ont été perdus. Lors de cette AG il a été décidé de poursuivre cette action, notamment de reprendre contact pour promouvoir les doctorants et se présenter comme un interlocuteur valable. Deux positions ont été votées :

- La CEC s'engage à poursuivre et approfondir les relations avec le MEDEF et la CGPME sur la question de l'emploi des docteurs.
- La CEC s'engage à organiser une journée de travail consacrée uniquement à l'entreprise et à l'insertion professionnelle des docteurs dans le privé, réunissant l'ensemble des associations intéressées pour partager les compétences, etc... et d'autres comme l'ABG...

5/ Atelier détachements et recrutements

Dans un premier temps, l'atelier a réfléchi à une proposition de calendrier évitant les problèmes de détachement. Face à l'impossibilité de concilier les exigences des calendriers universitaires et de l'enseignement secondaire en matière de recrutement, l'atelier a proposé à l'AG des votes de principes, principes qui devaient être repris dans les textes de demandes de soutien adressés par la CEC à des instances compétentes (la CPU par exemple).
L'AG a donc voté pour les principes suivants : la CEC demande au ministère l'amélioration du taux de financement des thèses dans les disciplines sinistrées.
On peut ajouter une demande pour l'augmentation du nombre de postes au concours du CAPES et de l'agrégation afin d'éviter les pénuries d'enseignants du secondaire dans certaines académies. Cette dernière motion n'a cependant pas été votée lors de l'assemblée.
A plus long terme, tout le monde s'accorde à dire qu'il faudra une réflexion plus poussée sur le lien entre agrégation et accès à la thèse et à la carrière d'enseignant-chercheur dans certaines disciplines.

E/ Modification des statuts de la CEC

Modifications apportées aux statuts :

- modification du siège social, article 3 (votée à l'AG de Toulouse en octobre 1998) ;
- modification du poids des adhérents individuels au conseil d'administration, article 9 (motion 5.3 de l'AG d'Orsay en septembre 1997) : chaque adhérent individuel de la CEC dispose d'une voix au CA, chaque association y dispose de 5 voix ; avant l'AG d'Orsay, l'ensemble des adhérents individuels disposait d'une seule voix ;
- modification du quorum pour les conseils d'administration, article 9-b (motion 5.2 de l'AG d'Orsay): le quorum est de 50% des voix, contre les deux tiers précédemment ;
- modification du nombre de représentants par association au CA, article 5 (motion 5.5 de l'AG d'Orsay): il passe de 1 a 2 ;
- introduction d'une procédure de suspension temporaire d'un membre de la CEC en cas de litige grave, article 16 (motion 5.8 de l'AG d'Orsay) ; cette procédure avait été introduite à la suite d'un litige particulièrement grave survenu en 1997, mais n'a jamais été appliquée par la suite.

Modifications apportées au règlement intérieur :

- péréquation des frais pour les CA et AG, article 1: les règles de calcul ont été explicitées (alinéa a) ; des règles particulières s'appliquent aux associations organisatrices d'une AG et aux membres de la coordination, dans le but de ne pas pénaliser les associations les plus actives au sein de la CEC (alinéa b et c, votes lors du CA de Rennes en janvier 1999 ; toutefois, l'alinéa c a été modifie par l'AG de Montpellier) ;
- quelques petites modifications concernant le rôle du bureau (article 2) et les porte-parole (article 4) ont été faites ; légères modifications dans l'article 5 ;
- un nouvel article (article 3) décrit le rôle de la coordination ; jusqu'à présent, la coordination était absente des textes de la CEC ;
- modification des procédures de vote, article 7 (motion 5.2 de l'AG d'Orsay): le quorum est de 50% des voix, contre les deux tiers précédemment ; sont exclus du quorum les associations ou adhérents individuels de la CEC qui ne se sont pas manifestés lors de deux votes successifs (ils seront bien entendu réintégrés dans le quorum des qu'ils donneront signe de vie : cette mesure ne vise a exclure personne, mais cherche à éviter un blocage des votes) ; L'alinéa c concernant le vote des adhérents individuels, devenu obsolète, est supprimé ;
- réduction de cotisation sur décision du conseil d'administration, article 8 : cette possibilité a été introduite par l'AG de Montpellier pour les éventuels adhérents en situation financière difficile.

F/ Questions diverses

1/Colloque sur les Ecoles doctorales

Un colloque national sur les écoles doctorales se déroulera en février à Marseille. Le programme est disponible à l'adresse :
http://www.abg.asso.fr/events/cned/programme.html

2/ Suivi de la transmission des Chartes de Thèse.

Il faut donc poursuivre l'effort afin d'attaquer bientôt une véritable classification des Chartes. Pascal Degiovanni suivra de près.

3/ Pi-NET

Pi-NET (Postgraduate International Network), association fondée en octobre 1997, regroupe des associations nationales de doctorants et jeunes docteurs. L'équivalent de la CEC à l'échelon international.
C'est un peu en sommeil pour le moment, mais la CEC veut confirmer son intérêt pour la structure, tout en demandant dans un premier temps une exonération de l'adhésion (Pierre Purseigle se charge de la lettre).

4/ Salon de l'Education

Le salon de l'Education se tiendra fin novembre. L'association Addoc sera présente et propose que la CEC et les associations membres réalisent des posters qui seront affichés. Cyril Imbert, Florence et Olivier Mazet y participeront. Guillaume nous tiendra au courant.

5/ Problèmes lies a l'âge des doctorants vacataires

Ils doivent avoir moins de 28 ans et être inscrits en 3eme cycle : Isabelle Ader (CDT) et Joëlle Chiche (ASEC) vous enverront prochainement un mail pour vous sensibiliser à cette situation.

6/ Remboursement des frais de déplacement pour les auditions aux postes de Maîtres de conférences

Ce débat a été lancé il y a quelques temps sur hotdocs, et il a été discuté de la possibilité pour la CEC de donner une position sur ce point. Yannick de Kerkadio enverra un mail présentant en détail les tenants et aboutissants de cette action.

7/ Engagement de confidentialité et propriété intellectuelle

Yannick et la GDD vont compiler des documents à ce sujet, à partir desquels nous pourrons réfléchir aux actions à mener. A suivre.

G/ Elections du nouveau bureau

- Président : Cyril Imbert
- Vice-Président chargé des relations extérieures : Guillaume Bonello
- Vice-Président chargé des affaires internes : Yannick de Kercadio
- Secrétaire : Cyrille Rontard
- Secrétaire Adjoint chargé du mail : Eric Simon
- Trésorière : Claude Dumas (Montagnon)
- Coordination :
    - Fabien Dagnat
    - Bernard Dussoubs

- Michaël Gutnic
  - Olivier Mazet
  - Jean-baptiste Peyaud
- Cellule Comm :
  - Eric Dumas
  - Richard Gallois
  - Florence Mazet
  - Pierre Purseigle
- Cellule Web :
  - Cédric Chauve
  - Eric Simon
- Cellule Juridique :
  - Yannick de Kercadio
  - Pierre Purseigle
- Cellule Financière :
  - Guillaume Bonello
  - Fabien Dagnat
- Cellule Contact :
  - Cyril Imbert
  - Yannick de Kercadio
  - Guillaume Bonello
    Olivier Mazet
